

Procédure n°2025-014

Reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot pour le compte du CHD La Candélie

**Marché Public pour des prestations intellectuelles
Lot 3 - Diagnostic PEMD**

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

TABLE DES MATIERES

<u>CHAPITRE 1 -</u>	<u>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	<u>3</u>
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2.	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>CHAPITRE 2 -</u>	<u>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
2.1.	VARIANTES FACULTATIVES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.2.	VARIANTES OBLIGATOIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.3.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>CHAPITRE 3 -</u>	<u>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
3.1.	DOSSIER DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.2.	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>CHAPITRE 4 -</u>	<u>PIECES CONTRACTUELLES</u>	<u>3</u>
<u>CHAPITRE 5 -</u>	<u>PRESENTATION DE L'OPERATION</u>	<u>3</u>
<u>CHAPITRE 6 -</u>	<u>MISSIONS ET RENDU DES PRESTATIONS</u>	<u>5</u>
6.1.	CONTENU DE LA PRESTATION	6
<u>CHAPITRE 7 -</u>	<u>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
7.1.	DOSSIER DE CANDIDATURE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
7.2.	DOSSIER D'OFFRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>CHAPITRE 8 -</u>	<u>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
<u>CHAPITRE 9 -</u>	<u>SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
9.1.	CRITERES DE JUGEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.2.	APPRECIATION DU CRITERE PRIX	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.3.	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.4.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>CHAPITRE 10 -</u>	<u>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>
<u>CHAPITRE 11 -</u>	<u>DUREE DES MISSIONS</u>	<u>9</u>
<u>CHAPITRE 12 -</u>	<u>AVANCE</u>	<u>9</u>
<u>CHAPITRE 13 -</u>	<u>PRIX DU MARCHÉ</u>	<u>9</u>
<u>CHAPITRE 14 -</u>	<u>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>9</u>
<u>CHAPITRE 15 -</u>	<u>PENALITES</u>	<u>10</u>
<u>CHAPITRE 16 -</u>	<u>ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS</u>	<u>10</u>
<u>CHAPITRE 17 -</u>	<u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES</u>	<u>10</u>
<u>CHAPITRE 18 -</u>	<u>REGLEMENT DES LITIGES</u>	<u>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</u>

CHAPITRE 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent un marché pour un diagnostic PEMD (Lot 3) dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

L'opération consiste en la réhabilitation d'un bâtiment à caractère patrimonial d'environ 150 m² SDO et la construction d'une extension d'environ 1 000 m² SDO sur un terrain offrant au total 3 071 m².

Lieu d'exécution :

25 bis rue du Port de Gajac
47 300 VILLENEUVE SUR LOT

1.2. ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée passé en application des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande publique (CCP).

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

CHAPITRE 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Prestations intellectuelles, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent CCP et ses éventuelles annexes,
- L'annexe financière (BPU),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le calendrier d'exécution des prestations après approbation par le maître d'ouvrage,
- L'offre technique du titulaire,
- L'ensemble des livrables qui seront produits par le titulaire en cours d'exécution du marché.

CHAPITRE 3 - Présentation de l'opération

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) et Cahier des clauses particulières (CCP) concernent un marché de diagnostic PEMD dans le cadre de la reconstruction d'un bâtiment d'activités enfants et adolescents à Villeneuve sur Lot.

Le site se situe en centre-ville. Il comprend aujourd'hui :

- un bâtiment en pierres de deux niveaux,
- d'un bâtiment en RDC avec quelques annexes indépendants
- d'une maison de style habitation de 2 niveaux

La commune de Villeneuve-sur-Lot présente une centre historique classé « site patrimonial remarquable ». Le site se situe dans le périmètre des sites patrimoniaux historiques et à proximité de l'hôpital de Saint-Cyr classé « monument historique ».

L'activité du site de l'Araucaria comprend le CMP et l'HDJ-CATTP.

L'HDJ - CATTP concerne la prise en charge des enfants en journée ou sur plusieurs demi-journées avec des soins polyvalents qui combinent un suivi individuel, un accueil institutionnel et des ateliers thérapeutiques en groupe.

Au sein du CMP sont pratiqués des entretiens avec psychiatres, infirmiers, psychologues ou diététiciens, des activités de groupe, des séances d'éducation thérapeutique du patient et des accompagnements.

Les locaux actuels sont inadaptés au regard d'accessibilité et de sécurité incendie et ne sont pas suffisants pour un accueil adapté des personnes.

Le projet étudié consiste à reloger les activités sur un nouveau site. Le site identifié s'implantera sur des parcelles contiguës, en cours d'acquisition auprès de divers propriétaires, ainsi que sur une partie du site de l'ancien Hôpital Saint-Cyr.

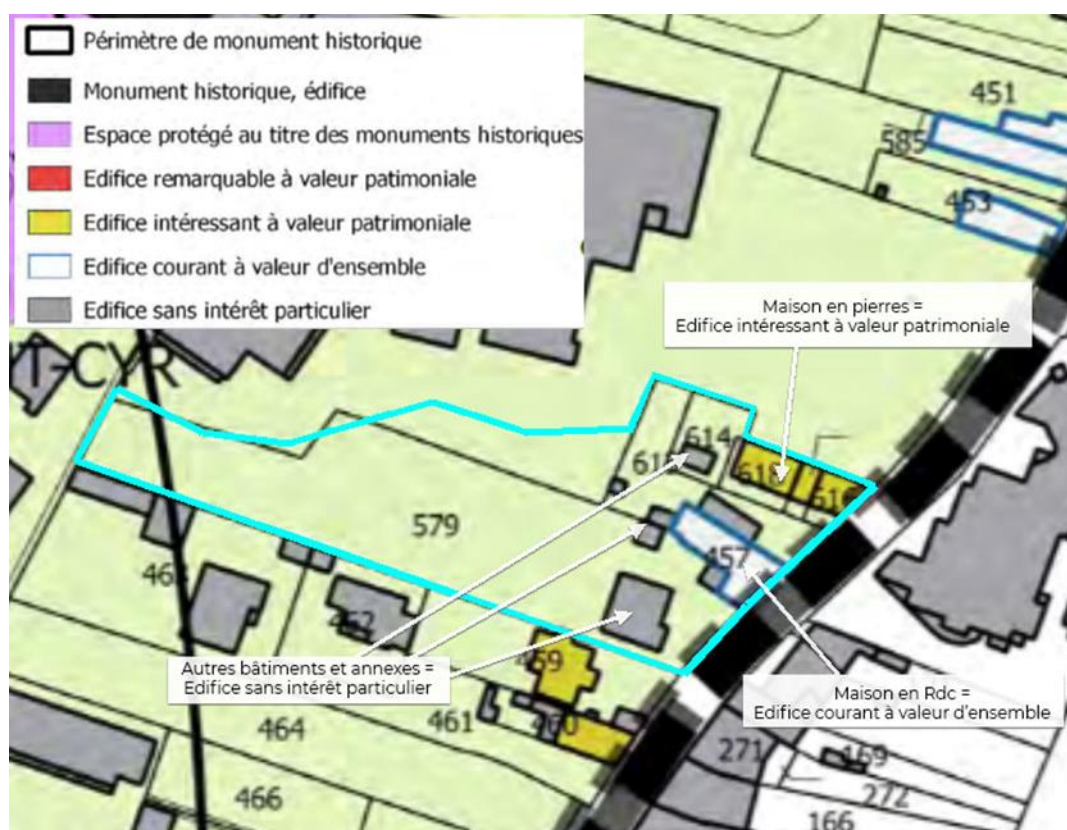
La parcelle comprend un bâtiment identifié comme édifice intéressant à valeur patrimonial qui devra impérativement être réhabilité dans le cadre de la présente opération.

Les autres bâtiments existants sur le site pourront être démolis mais des gabarits et des alignements seront à maintenir. Les édifices d'intérêt patrimonial figurant sur le plan de L'AVAP doivent être préservés, sauf en cas particulier de sinistre, et sinon reconstruit à l'identique. Les surélévations et agrandissements ne dénaturant pas la composition architecturale peuvent être accordés.

Pour les édifices courant à valeur d'ensemble, les règles imposent leur reconstruction pour préserver la forme urbaine. Il s'agit d'éviter les dents creuses.

Pour le diagnostic PEMD, il est prévu la réhabilitation du bâtiment d'intérêt patrimonial. Les liaisons avec l'extension feront l'objet d'un traitement particulier permettant une mise en valeur du bâtiment conservé. Le bâtiment courant à valeur d'ensemble sera démolé mais l'extension devra reprendre son emprise au sol et son alignement sur rue





CHAPITRE 4 - Missions et Rendu des Prestations

Ce diagnostic sera réalisé sur 5 étapes et comprendra une synthèse globale :

Phases	Désignation
1	Pré-visite du site pour la mission PEMD
2	Etude documentaires
3	Investigations sur site
4	Fourniture du rapport pour la mission PEMD
5	Télédéclaration du cerfa- PLATEFORME PEMD

La mission a pour objet la réalisation d'un diagnostic PEMD conformément aux Décrets n° 2021-821 et 2021-822 du 25 juin 2021 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des Produits, Equipements, Matériaux et des Déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments.

Le diagnostic PEMD a pour but de :

- ≡ Être conforme au décret n°2021-872 du 30 juin 2021, et des deux arrêtés du 26 mars 2023
- ≡ Fournir à l'entreprise de travaux un diagnostic opérationnel
- ≡ Consolider un Cerfa et effectuer la télédéclaration sur la plateforme PEMD

Ce diagnostic constitue le point de départ 'T0' d'une bonne traçabilité de l'ensemble des Produits Equipements Matériaux Déchets produits dans le cadre de la présente opération, d'où l'importance d'une bonne qualification, quantification et localisation de chaque Produit Equipement Matériau Déchet.

4.1. CONTENU DE LA PRESTATION

A- Limite de la prestation

La prestation attendue concerne les éléments suivants :

- ≡ Partie visible du bâtiment
- ≡ Les niveaux en sous-sol (ex : parking, fondations, équipements enterrés)
- ≡ Les espaces verts y compris clôture, portail, équipements extérieurs, etc.
- ≡ Les voiries
- ≡ Déchets non constitutifs du bâtiment tels que le mobilier, les équipements informatiques et autres déchets résiduels.

B- Etape 1 : Pré-visite du site

Lors de cette réunion, le diagnostiqueur établira :

- ≡ Les modalités d'accès,
- ≡ Les modalités de contrôle et de suivi du chargé d'opération,
- ≡ Un contrôle des habilitations en sous-section 4 (un contrôle sera à prévoir sur site le jour du démarrage de la prestation)

Le prestataire effectuera une pré-visite du site afin de qualifier avec le maître d'ouvrage les éléments suivants :

- ≡ Date de réalisation du diagnostic complet
- ≡ Les accès au bâtiment – période d'accès – clés d'accès – recommandations sur site
- ≡ Les éléments démenagés, démontés, récupérés par les usagers ou le maître d'ouvrage avant curage ou démolition.

C- Etape 2 : Etude documentaire

Le prestataire réalisera une étude documentaire sur la base des documents remis par le maître d'Ouvrage et d'investigations complémentaires (A détailler dans le mémoire technique).

L'objectif sera de :

- ≡ Dater la réalisation de la construction (y compris extension et réhabilitation)
- ≡ Connaître le système constructif du bâtiment ainsi que les matériaux mis en œuvre.
- ≡ Identifier les zones ayant fait l'objet d'une extension ou d'une rénovation
- ≡ Localiser les zones susceptibles de présenter des déchets dangereux, des matériaux souillés
- ≡ Diagnostics déjà effectués
- ≡ Le rapport devra faire apparaître la liste des documents consultés

D- Etape 3 : Investigations sur site

Cette étape permet sur la base d'investigations in situ de caractériser et quantifier précisément les gisements de Produits Equipements Matériaux Déchets, en complément des informations issues de l'étude documentaire.

Elle permet également de proposer des recommandations pour la dépose sélective des éléments en fonction de la hiérarchie des modes de traitement.

Des visites de site doivent être réalisées afin de caractériser les Produits Equipements Matériaux Déchets.

Le diagnostiqueur dresse l'inventaire de l'ensemble des Produits Equipements Matériaux Déchets (y compris les déchets résiduels) présents sur site selon une méthodologie rigoureuse en conformité avec l'Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021 / Art. R. 126-11 du code de la construction et de l'habitation.

L'objectif cette étude sera :

- ≡ Estimation de la nature, la quantité et la localisation des matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ainsi que leur fonction
- ≡ De qualifier les déchets potentiellement générés par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet (code de l'environnement)
- ≡ De qualifier les déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments

E- Etape 4 : Réalisation du rapport PEMD

Le rapport devra être opérationnel pour la phase travaux et répondre à la réglementation en vigueur notamment l'Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021, il sera complété par le CERFA 16287-01 :

Table des matières type à respecter :

- 1- Présentation de la mission
 - 1.1 Description de la mission
 - 1.2 Limites de la prestation
 - 1.3 Méthodologie du diagnostic et moyens mis en œuvre
 - 1.4 Localisation du bâtiment et périmètre d'étude
 - 1.5 Documents consultés
- 2- Synthèse
 - 2.1 Tableau de synthèse des PEMD et leurs quantitatifs
 - 2.2 Tableau de synthèse des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi)
 - 2.3 Tableau de synthèse déchets générés par l'ensemble des PEM
 - 2.4 Conclusions
- 3- Description du bâtiment
 - 3.1 Présentation générale du bâtiment et de la parcelle concernée
 - 3.2 Informations sur le maître d'ouvrage de l'opération de déconstruction ou de rénovation significative
 - 3.3 Informations sur l'auditeur
 - 3.4 Plans du bâtiment existant
 - 3.5 Précisions connues sur le programme travaux (dont réaménagement)
 - 3.6 Précisions sur les zones polluées ou nécessitant des précautions particulières
 - 3.7 Sondages ou inspections réalisées. Le diagnostic intervenant sur des zones potentiellement contenant de l'amiante, le diagnostiqueur devra être certifié sous section 4 ou se faire accompagner par une personne habilitée sous-section 4 et dans le cadre des dispositions de cet article..
- 4- Partie réemploi : Identification des PEM potentiellement réemployables
 - 4.1 Nature et fonction des PEM potentiellement réemployables constitutifs du bâtiment
 - 4.2 Quantitatif, localisation des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi), et informations préalables à la qualification
 - 4.3 Indications sur les possibilités de réemploi et identification des filières de réemploi
 - 4.4 Précautions de gestion des PEM
 - 4.5 Fiches Produits / matériaux destinés au Réemploi intégrant les caractéristiques quantitative/ qualitative /état, toutes les modalités de déconstruction/démontage/conditionnement etc ... et photos
 - 4.6 Informations complémentaires disponibles qui pourraient permettre de vérifier le potentiel de réemploi des PEM
- 5- Partie déchets : Identification de l'ensemble des PEM comme s'ils devenaient tous des déchets
 - 5.1 Nature des différents déchets susceptibles d'être générés lors de la dépose de l'ensemble des PEM par l'opération
 - 5.2 Quantitatif et localisation des déchets générés par l'ensemble des PEM
 - 5.3 Identification des filières de gestion et de valorisation des déchets
 - 5.4 Précautions de gestions des déchets
- 6- Annexes
 - Attestation d'assurance et qualification du diagnostiqueur
 - Cerfa et formulaire de diagnostic
 - Fichier excel inventaire suivant cerfa et nomenclature PEM
 - Tableau de conversion
 - Reportage photo

F- Etape 5 : Télédéclaration du CERFA site CSTB

Le diagnostic PEMD, et sa déclaration CERFA dans la plateforme numérique du CSTB est obligatoire pour les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :

Opérations concernées par la réglementation
Démolition de bâtiment ou d'une partie majoritaire de bâtiment , qui porte sur au moins la moitié de la surface de plancher des bâtiments concernés, Ou Réhabilitation significative : elle consiste à détruire ou remplacer au moins deux des éléments de second œuvre suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de la moitié de la surface cumulée des planchers ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons extérieures ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié des huisseries extérieures ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons intérieures ; - Plus de la moitié des installations sanitaires et de plomberie ; - Plus de la moitié des installations électriques ; - Plus de la moitié des systèmes de chauffage.
Date de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de travaux ou, à défaut, date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux, postérieure au 1er juillet 2023.
Surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés > 1000 m ² Ou Activité agricole, industrielle ou commerciale avec utilisation, stockage, fabrication ou distribution d'une ou plusieurs substances classées dangereuses

Le prestataire utilisera les éléments de son rapport PEMD pour réaliser la télédéclaration sur la plateforme numérique PEMD pour le compte du maître d'ouvrage.

<https://plateformepemd.developpement-durable.gouv.fr/>

Le Maître d'ouvrage confie au diagnostiqueur la création de son opération sur la plateforme du CSTB :

Le Maître d'ouvrage confie au prestataire le référencement de son opération sur la plateforme numérique du CSTB. Le prestataire fournira au maître d'ouvrage l'ensemble des informations nécessaires afin de pouvoir accéder aux fonctionnalités de la plateforme.

G- Mission de suivi PEMD

Le diagnostiqueur devra prévoir le suivi de l'entreprise de démolition pour vérifier que le diagnostic PEMD est respecté. Le diagnostiqueur devra l'analyse du diagnostic déchets (SOGED) fourni par le démolisseur ou l'entreprise titulaire de GO afin de vérifier la cohérence avec les indicateurs PEMD. L'objectif du suivi sera de réaliser le dossier de récolement à la fin de la période de démolition.

H- Réunions

Des réunions seront prévues en présence de tous les acteurs :

- ≡ Une réunion de démarrage pour caler le planning/ mode opératoire, faire un bilan des documents existants et présenter l'équipe de maîtrise d'œuvre,
- ≡ Réunion de lancement avec l'entreprise de démolition,
- ≡ Suivi des indicateurs PEMD durant la période de démolition compris réunions de travail,
- ≡ Une réunion de présentation du rapport final. Toutes les remarques réalisées à l'issue de cette réunion et des différents échanges devront être intégrées dans le rapport final pour que ce dernier soit validé.

I- Livrables

Le prestataire devra remettre les éléments suivants

- ≡ 1 rapport PEMD par bâtiment version numérique suivant sommaire
- ≡ 1 rapport de suivi et de bilan en fin d'opération
- ≡ 1 rapport de l'ensemble des filières locale de réemploi- valorisation en lien avec l'opération.

- ≡ Non – adresse – contact – type de traitement PEMD
- ≡ Les CERFA à l'issu du diagnostic et pour le récolement en fin de travaux
- ≡ L'ensemble des fichiers EXCEL – conversion et quantitatif suivant nomenclature réemploi

CHAPITRE 5 - Durée des missions

Le diagnostiqueur devra remettre les livrables attendus **sous 3 semaines** après la campagne de sondages.

La mission débute à compter de l'émission de l'ordre de service.

CHAPITRE 6 - Avance

Il est fait le choix de l'option B prévue au CCAG PI.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R.2191-7 du code de la commande publique pour les marchés (pas de taux à 30% pour les PME mais application des règles du Code commande publique est du taux fixé ci-dessous à 5% .)

ou à l'article R.2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

Le titulaire devra présenter une garantie à première demande couvrant le montant de cette avance. La substitution de cette garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire sera refusée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE 7 - Prix du marché

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix sont réputés fermes et non révisables.

CHAPITRE 8 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte mensuel relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) :** 264 702 689 00011

- **Numéro d'engagement juridique :** 240429

- Adresse de facturation :

CHD LA CANDELIE
Direction des Ressources Matérielles
Service Achat
47916 AGEN CEDEX 09

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers
Cité administrative Lacuée - Bâtiment B
Rue Renée Bonnat
47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470000381

- Code CHORUS/service : E3

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

CHAPITRE 9 - Pénalités

Selon son engagement stipulé dans l'acte d'engagement, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 200 €.

Le titulaire subit des pénalités pour absence en réunion à hauteur de 150 €.

En cas de remise de document incomplet ou erroné le titulaire subit 200€ par jour de retard jusqu'à la reprise du document.

En cas de manquement à ses obligations de sécurité le titulaire subit 200 € sur simple constatation du chargé d'opération AMO, du chargé d'opération du Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE 10 - Arrêt de l'exécution des interventions

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

CHAPITRE 11 - Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations au C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

- ≡ Le chapitre 4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 13 déroge à l'article 10 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 14 déroge à l'article 11 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 15 déroge à l'article 14.2 du CCAG Prestations Intellectuelles